

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948
1947**

528 (19.6.1947)

Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION
REDAKTION
ADMINISTRATION
Merkstraße 4
KONSTANZ
ANZEIGEN:
Agencia Ercros
Merkstraße 4
KONSTANZ
und
Nabenhörs

Deutschland, Europa und der 18. Juni

DREIHALB, in 125 Jahren, 1815, 1888 und 1940 ist der 18. Juni in den Epochen der Geschichte durch Vorgänge bezeichnet, die in das Gedächtnis der Menschen und Völker eingegraben sind. Am 18. Juni 1815 auf dem Schlachtfeld von Waterloo, die Belle Alliance trat Blücher da auf, wo er Grouchy erwartete; Napoleon erlitt die Niederlage, die sein Abtreten vom europäischen Schemel besiegelte. Nach hundertjähriger Regierung stirbt in Berlin am 18. Juni 1888, an einem Halskrebse, Kaiser Friedrich III., und mit seinem Tod geht der Thron an Wilhelm II. über. Am 18. Juni 1940 verkündet in London General Charles de Gaulle in einem Aufruf an alle Franzosen, daß das Kriegsschicksal nicht von einer vorwiegend schlaht abhängt. Ohne daß man sich mit Späterem und unklarer Hypothese abgibt, ist es immer nützlich, einen Blick auf diese nahe oder ferne Vorgänge zu werfen, unter deren Folgen wir jetzt noch leben.

Wenn man die Gewißheit gehabt hätte, daß der Napoleon von Waterloo schon von der Weisheit seiner Heerschwärme von St. Helena erfüllt gewesen wäre, wenn man gewußt hätte, daß er als Sieger tätig gewesen wäre, sich so zu beherrschen, daß die Fürsten Europas und der Welt Frankreich, der durch seine kriegerischen Unternehmungen erwidert war, beruhigt gewesen wären, in hülle selbst Deutschland die entscheidende Intervention Blüchers bedauern müssen, dann dieses Deutschland von 1815 erreicht seine größte territoriale Ausdehnung, ohne den Partikularismus seiner Länder verlieren zu haben, die seinen politischen Werten den besonderen Charakter geben. Dieser Staatenbund erstreckte sich von Hamburg bis Triest und von Köln bis Wien; er schiedet den Kontinent entzweit und scheint die Vorzeichen einer europäischen Konföderation zu sein.

Intellektuell ist es in voller Blüte und kann seine Rohmaterial kaum abgeben. Kant und Schiller sind grade vergangen, Beethoven und Goethe leben noch, um nur die größten zu nennen. Besonders Frauen taucht mehr für lange nicht noch an seinem Platz. Deutschland ist für Europa noch nicht gefährlich. Es könnte sein Heil sein. Doch der mächtige Star Napoleon hat das Feld für eine durchwegs negative Politik frei. Die nationalen und völkischen Kräfte, die durch einen Aufruf der Prinzen mäßig wurden (Völker seid frei, wir sind alle freie Menschen), unterdrückt man, anstatt dem jungen Nationalismus eine vernünftige Betätigung zu gewähren, die ihn kämpfen würde, um dann auf soziale Fragen die größtenteils Regellosigkeit abzuwehren, die von dem besten Ginstoffen der Französischen Revolution erfüllt ist.

Im Jahre 1888 ist es schon zu spät für die meisten dieser Perspektiven. Freiheit und die bismarcksche Politik der Kraft triumphe. Zum mindesten wäre in diesem Gedanken, wenn nicht „antididaktisch“ Deutschland eine Wendung zu einer liberalen Innenpolitik ausführen gewesen, die sich sofort auf die außenpolitische Haltung Deutschlands und auf die ganze europäische Atmosphäre auswirkte haben würde. Wird der neue Kaiser Friedrich III. der Mann dieser Wendung sein? Man konnte es hoffen. Sein militärisches Prestige ist unbestritten. Seine Autorität könnte die des alternden Bismarck ersetzen, und die englischen Einflüsse in seinem Reich würden das Überge tun. Er regiert hundert Tage und stirbt. Man weiß nicht, was seine Regierung Positives gebracht hätte. Gewiß ist, daß sein Tod um 15 bis 20 Jahre die Thronbesteigung Wilhelms II. beschleunigt, d. h. den Beginn einer impulsiven und großwuchserigen Politik der alldeutschen Träume, die in Deutschland die alldeutschen Tendenzen des preußischen Einflusses verheißt, in Europa den Rückwärtswärt aufnimmt, dann den Krieg und diesen Höllekreislauf.

Reçu par la presse étrangère

M. VINCENT AURIOL développe le point de vue français sur la coopération européenne

PARIS. — M. Vincent Auriol, président de la République, a présidé aujourd'hui un déjeuner offert en son honneur par l'association de la presse étrangère à la maison de l'Amérique latine. M. Paul Ramadier, président du Conseil, assistait à ce déjeuner. Au dessert, M. Dumont Wilden, président de l'association de la presse étrangère, a prononcé une allocution. Après avoir remercié M. Vincent Auriol d'avoir bien voulu présider ce banquet, M. Dumont Wilden voit dans la présence du président de la République une haute signification aussi bien que l'importance que la grande démocratie française, une des plus anciennes et des plus glorieuses démocraties du monde, attache à l'opinion internationale.

« Pour la générosité de son accueil, la franchise avec laquelle elle se présente à nos investigations de terrain, sans rien dissimuler des difficultés qui assaillent, ni des nuances, des variations de son opinion nationale, a poursuivi M. Dumont Wilden, nous avons contracté envers la France nouvelle une dette de reconnaissance et nous sommes heureux d'avoir l'occasion d'exprimer notre gratitude à celui qui la représente ».

L'orateur explique que l'association de la presse étrangère représente bien l'opinion internationale puisque les journalistes qui en font partie « viennent non seulement des quatre coins de notre Europe bismarck, mais des pays les plus lointains de la planète, de ces jeunes nations que l'Europe a révélées à elles-mêmes, de ces pays du nouveau monde qui, moins touchés par la tourmente, assistent avec une sympathie appuyée et une curiosité ardente aux efforts que fait l'ancien pour remonter du fond de l'abîme ».

M. Dumont Wilden évoque ensuite le spectacle de la remontée des nations qui ont failli périr. L'œuvre des journalistes qui est le tableau mouvant de l'histoire quotidienne de l'Europe qui se refait et il poursuit : « Si ceux-ci ont choisi Paris pour observatoire, c'est toutjours pour eux la grand-ville, la phase la plus élevée d'où l'on puisse contempler la mer agitée des positions nationales, le choix des idéologies contradictoires, parce que c'est la boîte de résonance où toutes les voix du vaste univers, depuis les chants de triomphe des vainqueurs jusqu'aux plaintes les plus étouffées de ceux qui souffrent de l'injustice politique ou sociale finissent par apporter leurs vibrations ».

L'orateur évoque ensuite l'occupation de Paris puis la libération qui laissera dans l'esprit de tous ceux qui y ont assisté un souvenir impérissable. « Cette nouvelle insurrection parisienne, dit-il, était peut-être plus belle que celles du passé puisque c'était une insurrection purement nationale et que l'ennemi, le seul ennemi du peuple soulevé, c'était l'ennemi de toutes les nations ».

« Certes, poursuit M. Dumont Wilden, la lumière d'espérance qui s'est élevée le jour de la libération de Paris a vacillé plus d'une fois, elle vacillera peut-être encore, mais elle ne s'éteindra point. Nous suivons par profession les remous de la politique mais il ne faut pas avoir vécu longtemps dans le peuple de France pour s'apercevoir que ces remous ne touchent que superficiellement le fond ».

En terminant, M. Dumont Wilden affirme que l'histoire de France est nécessaire au monde. « C'est pourquoi, dit-il, venus des contrées les plus proches et les plus lointaines, nous sommes réunis pour saluer, en vous, monsieur le Président, le représentant de la France stérilisée ».

Dans sa réponse, M. Vincent Auriol remercie M. Dumont Wilden des paroles émouvantes qu'il vient de prononcer. « Si vous constatez ici, parfois, quelques excès, poursuit M. Vincent Auriol, c'est que nous sommes un pays de démocratie ardente et que les discussions prennent, de par notre température assez vive, sans doute un peu trop d'ampleur, mais c'est aussi et surtout que la France n'était pas encore sortie de la crise que la

SUITE EN PAGE 6

LA REPONSE DE M. VINCENT AURIOL

LA REPONSE DE M. VINCENT AURIOL

SUITE EN PAGE 6

LA SITUATION POLITIQUE

Les projets financiers DE M. ROBERT SCHUMAN

La séance qu'a tenue hier après-midi l'Assemblée nationale n'ayant pas revêtu un intérêt particulier, les projets financiers de M. Robert Schuman et surtout leur incidence politique sont le principal objet des conversations dans les couloirs du Palais-Bourbon. D'autre part, on recueillait ce matin les renseignements suivants sur le nouveau plan financier :

Le projet représenterait 140 milliards dont 90 aux aux compressions et 50 aux mesures d'ordre fiscal. Pour ce qui est du relèvement du plafond des avances de la Banque de France à l'Etat, aucun chiffre ne peut être encore mentionné en toute certitude, mais le chiffre de 100 milliards revient le plus souvent dans les conversations.

Tout d'abord, s'inspirant de la méthode actuellement pratiquée en Grande-Bretagne, augmentation substantielle du tabac et des allumettes, vraisemblablement aussi taxe sur les automobiles proportionnelle à la force des véhicules. Ensuite, taxe sur les fonds de commerce ouverts depuis 1939, dont le rendement escompté n'est pas de l'ordre d'un milliard, mais qui sanctionnerait la prolifération exagérée de commerces nouveaux depuis quelques années. Enfin,

SUITE EN PAGE 6

„Les Etats-Unis ne peuvent, à eux seuls, reconstruire le monde“

PHINCETON. — « Les Etats-Unis ne peuvent pas, à eux seuls, reconstruire le monde. Aucune nation ne peut à elle seule redresser la situation mondiale. C'est la tâche de toutes les nations et elles doivent l'accomplir ensemble », vient de déclarer le président Truman au cours d'un discours prononcé à l'occasion du deuxième centenaire de l'université de Princeton.

SUITE EN PAGE 6

NACH DER ANKUNFT BEVINS IN PARIS

Die Ergebnisse der ersten Besprechungen

PARIS, 18. Juni. — Die Besprechungen der britischen Außenminister Bevins, der am Dienstagmorgen von London mit dem Flugzeug in Paris eintraf, mit dem französischen Außenminister Georges Bidault über den Marshall-Plan, wurden am Dienstagabend aufgenommen. Auf der Konferenz der beiden Chefs der britischen Außenminister Bevins und des französischen Außenminister Bidault über den Marshall-Plan, wurden am Dienstagabend aufgenommen.

1. Der französische Vorschlag zur Schaffung von Arbeitsausschüssen für bestimmte Gebrauchsgüter sei annehmbar. 2. Ein Koordinierungsausschuss soll ins Leben gerufen werden, der festlegt, welche Länder an dem allgemeinen Plan teilnehmen und welche Länder den Arbeitsausschüssen angehören sollen. 3. Da es nicht wahrscheinlich ist, daß die Sowjetunion sich an der Durchführung des Marshall-Plans beteiligen wird, soll der Koordinierungsausschuss aus den drei anderen Mitgliedstaaten der vier Großmächte bestehen. 4. Den Ländern Osteuropas, z. B. Polen und der Tschechoslowakei, die beide den Wunsch geäußert haben, auf einer europäischen Basis amerikanische Hilfe zu erhalten, soll die Möglichkeit zur Mitarbeit offen stehen. 5. Die USA sollen an den Arbeitsausschüssen beteiligt sein, damit die Arbeitsergebnisse dieser Ausschüsse eine größere Chance haben, von dem amerikanischen Kongress gebilligt zu werden. In britischen und amerikanischen Kreisen der französischen Haupt-

deklariert M. Truman in Princeton

Deux autres idées ont été également mises en valeur par le président des Etats-Unis : la nécessité pour ce pays de maintenir sa puissance militaire et celle de remplir « les engagements pris de contribuer à restaurer les économies des nations ravagées par la guerre ».

Un des éléments qui permettra aux U.S.A. de maintenir leur puissance militaire est la « préparation militaire obligatoire et universelle » dont le président Truman est le fervent partisan et à l'instigation de laquelle il veut rallier l'opinion publique américaine.

« Cette préparation militaire, a-t-il précisé, n'aura pas pour but de permettre aux Etats-Unis de gagner une guerre, mais bien de les mettre à même d'assurer le rôle de gardiens de la paix ».

Le président a terminé en affirmant que « le gouvernement des Etats-Unis manquait d'hommes qualifiés et capables d'assumer des responsabilités importantes » et en insistant « pour que les universités forment, dans tous les domaines, de futurs chefs capables de comprendre le rôle grandissant du gouvernement ».

« Il n'existe pas, a-t-il conclu, de plus grand service à rendre à l'humanité ni de plus noble mission que le dévouement à la cause de la paix ».

Le président de la République italienne n'est pas démissionnaire

ROME. — Le président provisoire de la République italienne, M. Enrico de Nicola, a fait savoir, comme nous l'avons annoncé dans notre édition d'hier, qu'il avait l'intention de résigner ses fonctions pour raison de santé.

M. de Nicola a fait connaître ce désir au président du Conseil, M. de Gasperi, après avoir signé le décret de prorogation de la durée de la session de l'Assemblée constituante jusqu'au 31 décembre. Interrogé par les journalistes sur l'éventuelle démission du président, M. de Gasperi a déclaré que son plus vif désir était de voir ce dernier renoncer à son projet. Nous sommes certains, a poursuivi le chef du gouvernement, d'être

stadt bezeichnet man es als unmöglich, ein zufriedenstellendes Übereinkommen über die ersten Schritte zur Durchführung des Marshall-Planes erzielt. Die beiden Außenminister kamen in folgenden Punkten überein : 1. Der französische Vorschlag zur Schaffung von Arbeitsausschüssen für bestimmte Gebrauchsgüter sei annehmbar. 2. Ein Koordinierungsausschuss soll ins Leben gerufen werden, der festlegt, welche Länder an dem allgemeinen Plan teilnehmen und welche Länder den Arbeitsausschüssen angehören sollen. 3. Da es nicht wahrscheinlich ist, daß die Sowjetunion sich an der Durchführung des Marshall-Plans beteiligen wird, soll der Koordinierungsausschuss aus den drei anderen Mitgliedstaaten der vier Großmächte bestehen. 4. Den Ländern Osteuropas, z. B. Polen und der Tschechoslowakei, die beide den Wunsch geäußert haben, auf einer europäischen Basis amerikanische Hilfe zu erhalten, soll die Möglichkeit zur Mitarbeit offen stehen. 5. Die USA sollen an den Arbeitsausschüssen beteiligt sein, damit die Arbeitsergebnisse dieser Ausschüsse eine größere Chance haben, von dem amerikanischen Kongress gebilligt zu werden. In britischen und amerikanischen Kreisen der französischen Haupt-

L'U.R.S.S. propose M. Maurice Dejean comme gouverneur de Trieste

LAKE SUCCESS. — Le nouveau candidat proposé par l'U.R.S.S. pour le poste de gouverneur de Trieste serait M. Maurice Dejean, ambassadeur de France à Prague.

C'est au cours d'une réunion privée des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'U. R. S. S. à l'O.N.U. que M. Gromyko aurait proposé la nomination de M. Dejean. Selon des personnalités ayant assisté à cette réunion, le ton de la conversation aurait été particulièrement orageux. Le délégué soviétique aurait manifesté de nouveau avec violence son opposition à toute discussion du problème de Trieste devant le Conseil de sécurité avant la ratification du traité de paix avec l'Italie. Sir Alexander Cadogan, délégué britannique, aurait fait valoir que le Conseil des ministres des Affaires étrangères avait chargé le Conseil de sécurité d'assurer le contrôle de la ville libre et de nommer son gouverneur. La conversation aurait duré moins de quinze minutes et se serait terminée sans qu'on parvint à un accord sur ce sujet.

Les délégués de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis ont transmis à leurs gouvernements respectifs le nom du nouveau candidat proposé par l'U. R. S. S.

SUITE EN PAGE 3

EINE REPORTAGE VON „NOUVELLES DE FRANCE“

Die Fremdarbeiter in Frankreich I. Allgemeine Bestimmungen für alle Einwanderer

Im Augenblick, wo die Rekrutierung verschleppter Personen, die läbig sind in Frankreich zu arbeiten, durch die zwischen Frankreich und Großbritannien und dem intergouvernementalen Flüchtlingskomitee abgeschlossenen Verträge über die slawischen Flüchtlinge in der englischen und amerikanischen Zone in Deutschland und Österreich intensiviert wird, scheint uns diese Studie über die Lebensbedingungen der Fremdarbeiter in Frankreich interessant.

FRANKREICH war immer berühmt für seine großzügige Gastfreundschaft und war oft ein Asyl für Verbannte und für die, die durch ihre eigene Nation unterdrückt wurden und flüchteten, es mußte selbst vor der Revolution von 1848 eine besondere Fremdenbesetzungsgebarung schaffen.

Kriege, Revolutionen, politische Kämpfe, Hungersnöte, soziale Plagen, die Umwidmung der Menschen hervorrief, rechtfertigten den Ausbau dieser Gesetzgebung, das des „Fremdenstatut“ bildet.

Die schon im Jahre 1848 existierenden Texte wurden abgedruckt, elastischer gestaltet, durch andere ersetzt, besonders was die Naturalisierung anbetrifft. Gegen Ende des 19. Jahrhunderts wurde die Einwanderung nach Frankreich, die bis dahin praktisch fast war, durch Gesetz und Dekrete reglementiert und außerdem durch ein Dekret vom 10. August 1890, das die Zahl der Fremden, die für Arbeiten, die für den Staat oder lokale Kollektivitäten ausgeführt werden, zwischen 5 und 30% festgesetzt.

Die Kriege beendeten die Fremdenbewegung in Frankreich, und

seit den ersten Kriegsjahren zwischen 1914 und 1918 war die Einwanderung nicht mehr spontan, sondern geleitet. Das dringende Bedürfnis nach Arbeitskraft in den verschiedenen Sektoren der Wirtschaft, besonders in der Landwirtschaft, dann in der Industrie, machten den Ruf nach Fremdarbeitern notwendig.

Um den in den verschiedenen Sektoren unserer Wirtschaft im Hinblick auf den Wiederaufbau auf allen Gebieten nach der Befreiung des Landes im Jahre 1945 sich fühlbar machenden Arbeitermangel zu beheben, mußte die Regierung Maßnahmen treffen, um das neue Regime der Fremdarbeiter festzulegen.

Die Bestimmungen sind zweierlei Art: die ersten betreffen ein Zirkular vom 15. Februar 1947, die Instruktionen an die Präfekten enthält, die die Fremden, die während des Krieges sich loyal verhalten haben und sich selbst gern unserer teilräftigen Bevölkerung einordnen wollen, dauernd auf unserem Boden festhalten sollen; die anderen Maßnahmen haben den Zweck, ausländische Arbeitskräfte durch Begünstigung der Einwanderung ins Land zu rufen, um so unser unersättliches Po-

tentiel wieder herzustellen und unsere durch den Krieg stark in Mitleidenschaft gezogene Produktion wieder zu heben.

Allgemeine Bestimmungen für alle Fremden

Eine gute Einwanderungspolitik mußte sich den Bedürfnissen und Arbeitskräften sowohl in unseren eigenen als auch im Interesse der einwandernden Arbeiter in den verschiedenen Arbeitssektoren anpassen; sie müssen für den Wiederaufbau oder die Industrie arbeiten, dabei gegen die Arbeitslosigkeit vermindert sein, denn wenn auch in gewissen Sektoren ein Verlangen des Personals besteht, so gibt es andere, wodurch die Umstände (z. B. Mangel an Material) die Tätigkeit noch nicht wieder begonnen hat und sich in einer beschränkten Beschäftigung der französischen Arbeitskräfte bemerkbar macht.

Das Arbeitsministerium führt diese Politik an. Die Anforderungen von Arbeitskräften in jedem Sektor sind zentralisiert worden, um für je-

AL. VERDIERE LE PELETIER

Deutsche Inhaltsübersicht

- Seite 1 Deutschland, Europa und der 18. Juni (Schluß S. 4) Die Fremdarbeiter in Frankreich. Allgemeine Bestimmungen für alle Einwanderer (Schluß S. 4)
- Seite 2 Französische Presse schreibt Das literarische Leben; Tendenzen des heutigen französischen Romans
- Seite 3 Das Ausland schreibt
- Seite 4 Nachrichten aus dem Ausland
- Seite 5 Nachrichten aus Deutschland Wirtschaftsmessungen Das Engländer-Kabarett von Rheinland-Pfalz

Les interprètes non seulement de l'Assemblée, mais du pays tout entier. M. de Gasperi a précisé que la démission de M. de Nicola serait motivée par son état de santé. Interrogé sur les répercussions qu'elle pourrait avoir sur le gouvernement, il s'est contenté de déclarer : « Il nous vaudrait garder notre sang-froid, il nous faut suivre le vif des temps ; nous devons être sûres EN PAGE 3

„La crise hongroise? Une suite de malentendus“ déclarent les dirigeants „petits propriétaires“

BUDAPEST. — Après une longue entrevue avec M. Tidy, président de la République hongroise, la commission politique du parti „petits propriétaires“ a publié un document intitulé : „Déclaration sur la crise gouvernementale hongroise au sujet de l'échange de notes américano-soviétiques“. Il résume simplement de ce texte, où les dernières notes ne sont pas mentionnées, qu'après les élections libres de novembre 1946, certains chefs du parti „petits propriétaires“ ont pratiqué un double jeu qui a provoqué „une suite de malentendus“ à l'intérieur du pays et à l'étranger.

L'étranger s'est occupé „avec beaucoup d'intensité“ des événements qui en ont découlé. La déclaration conclut en insistant sur le fait que la représentation proportionnelle des partis dans le gouvernement n'a pas été échangée.

EPURATION

Cependant, on apprend que, comme nous le faisons prévoir hier, la même commission politique a exclu encore du sein du parti cinq nouveaux députés. Parmi eux se trouvent M. Aizai, qui s'est récemment opposé au vote des pleins pouvoirs au nouveau gouvernement, et M. Dubay, qui a refusé de lire, au nom de son parti, la déclaration rédigée contre M. Nagy.

La commission d'enquête de l'O.N.U. en Palestine va visiter Haïfa et la mer Morte

JERUSALEM. — Au cours de sa première réunion la commission d'enquête de l'O.N.U. sur la Palestine a entendu le président de la section politique de l'Agence juive. Il a déclaré que la Palestine était une nation jeune, pleine d'avenir, et qu'elle possédait déjà une économie nationale. Abordant ensuite le problème des relations entre Juifs et Arabes, le président de la section politique a rappelé que les fonctionnaires arabes de Haïfa travaillent sous la direction d'un maître juif et que des comités juido-arabes contrôlent certaines branches de l'industrie et travaillent efficacement. Les Juifs de Palestine ont fait avancer l'agriculture et l'industrie autant au profit des Arabes qu'à leur profit personnel. Et le président a conclu en déclarant qu'il était tout à fait possible de créer un Etat juif en Palestine.

Après avoir entendu le président de la section politique, la commission a examiné son plan de travail et a décidé de se rendre à Haïfa, puis dans les environs de la mer Morte.

Dans la journée de mercredi, la commission a visité les lieux saints et certaines parties historiques de la ville de Jérusalem. Une sous-commission a été créée pour entendre les témoignages et organiser les réunions. Enfin, les membres de la commission ont décidé d'appuyer l'appel lancé par leur président qui a demandé à toutes les couches de la population d'aider la commission dans son œuvre.

UNE NOTE DU GOUVERNEMENT IRAQUIEN

BAGDAD. — Le gouvernement irakien a remis une note aux ambassadeurs de Grande-Bretagne et des Etats-Unis demandant la création d'un Etat arabe en Palestine.

BAGARRE A SEREGED

Pendant ce temps, une réunion du parti de la liberté, à Sereged, a dû être interrompue, de violentes bagarres ayant éclaté entre les fidèles de M. Sulyok et des manifestants communistes et socialistes. 3 à 400 membres du parti d'opposition ont ensuite défilé devant sa „maison du parti“.

A WASHINGTON, M. NAGY EN APPELLE AU MONDE

WASHINGTON. — Contrastant singulièrement avec la thèse de Budapest, voici celle de M. Ferenc Nagy qui a tenu sa première conférence de presse depuis son arrivée aux Etats-Unis. „La police soviétique, a-t-il dit, a obtenu par les méthodes les plus inhumaines de prétendues confessions des membres de la majorité légalement élus par le peuple hongrois.“

M. Nagy a annoncé ensuite qu'il se proposait d'échanger des vues avec les représentants du Département d'Etat, mais il n'a fait aucune allusion à une prochaine entrevue avec le président des Etats-Unis ou le secrétaire d'Etat.

Par suite de la conspiration russe et communiste, a-t-il ajouté, la Hongrie a perdu son indépendance et le peuple hongrois n'est plus responsable des paroles et des actes des dirigeants qui lui ont été imposés. Je proteste contre l'oppression dont mon pays a été victime et j'en appelle à l'opinion publique du monde entier, ainsi qu'aux gouvernements libres auxquels je demande de prendre les mesures appropriées pour établir la liberté des Hongrois et celle de tous les peuples européens opprimés.

Chef de la majorité régulièrement élus, expulsé de mon poste par la conspiration russo-communiste, je suis dépositaire de la cause hongroise jusqu'à ce que le peuple hongrois puisse, à nouveau, exprimer sa volonté comme il l'a fait en 1945 dans des élections libres. A encore dit M. Nagy.

L'ancien premier ministre hongrois a déclaré qu'il n'était pas en mesure de dire s'il formerait un gouvernement hongrois en exil, mais il a répété qu'il avait l'intention de se faire le porte-parole du peuple hongrois qui „est privé de moyens d'expression“.

Après l'arrestation de M. Petkov en Bulgarie

„Il faut maintenir l'ordre“ explique M. Dimitrov

SOFIA. — On sait que la récente arrestation de M. Petkov, leader du parti d'opposition bulgare, a suscité une certaine réaction dans les pays anglo-saxons. S'adressant à la presse, M. Dimitrov, président du Conseil, a déclaré que son pays n'avait nullement violé les accords de Yalta. Il s'agit tout de même de maintenir l'ordre, a-t-il expliqué en substance, et il est tout naturel que toute liberté soit enlevée à ceux qui préparent des coups d'Etat fascistes.

SIR PETERSON EXPOSE LE POINT DE VUE BRITANNIQUE A M. MOLOTOV

MOSCOU. — On apprend que l'ambassadeur britannique à Moscou, sir Peterson, a demandé au nouvel entretien avec M. Molotov afin de lui faire connaître le point de vue du gouvernement britannique sur ce qui concerne l'attitude de la Russie soviétique dans la dernière crise bulgare.

Des Coréens et des Japonais combattent aux côtés des communistes chinois

NANKIN. — Le général Sun Li Yea, commandant en second des forces gouvernementales de Mandchourie, a affirmé que de nombreux Coréens combattent aux côtés des communistes chinois. Des Japonais seraient également employés comme techniciens et comme artilleurs. Selon le général, la situation serait normale à Moukden et à Tchong-Tchoung, que l'armée gouvernementale serait décidée à défendre contre toute attaque. Les troupes communistes ne seraient pas capables de prendre Ze-Ping-Kai, nœud ferroviaire important, à mi-chemin entre Moukden et Tchong-Tchoung.

LA PRESSION COMMUNISTE S'ACCROIT SUR TIEN-TSIN

Le menace des forces communistes contre Tien-Tsin s'est considérablement accrue ces derniers jours. Si les nouvelles annonçant

que les troupes communistes étaient à 30 kilomètres de la ville étaient exagérées, il n'en est pas moins exact que d'importantes contingents ont fait leur jonction à l'ouest et au nord de la ville. D'autres groupes venant du Chan-Toung ont débarqué dans des petits ports à proximité de Tan-Kou, le port de Tien-Tsin. Une grande nervosité règne dans la ville où les troupes qui ont quitté la ville il y a quelques jours pour la Mandchourie ont été rappelées d'urgence. Le couvre-feu a été décrété à partir de 21 heures et les convois de vivres ne parviennent que difficilement dans la ville.

NOUVEAU DÉMENTI DE MOSCOU AU SUJET DE L'INCIDENT SINO-MONGOL

Un commentateur du Radio-Moscou a de nouveau démenti que des avions soviétiques aient participé à l'incident de la frontière sino-mongole. Le commentateur prétend lui-même que les monts Balaichan sont situés en Mongolie et non en Chine. De plus il accuse le consul américain à Sing-Kiang de s'être intéressé fortement aux territoires situés dans le nord-est de la province du Sin-Kiang.

On sait que, selon une version de l'incident, des agents soviétiques auraient fait des propositions en vue de découvrir des gisements d'uranium dans la région contestée et seraient ainsi à l'origine de l'affaire. Il semble que le radio soviétique veuille maintenant accuser les Américains d'avoir des vues sur les richesses inconnues de cette région.

Un appel du gouvernement aux marins américains en grève

NEW-YORK. — Le gouvernement des Etats-Unis vient de lancer un pressant appel aux 200.000 grévistes de la marine marchande américaine en leur demandant de reprendre le travail sans délai et de penser aux lourdes responsabilités et obligations qu'ont assumées les U.S.A. à l'égard de l'Europe assiégée. Les autorités ont mis particulièrement l'accent sur la gravité de la situation alimentaire en Allemagne. L'avenir de l'Europe dépendra du secours que les U.S.A. pourront lui apporter le plus rapidement possible. Il dépend en grande partie de vous, conclut cet appel.

M. Noël Baker à Prague

PRAGUE. — Le ministre de l'aviation britannique, M. Philip Noel Baker, actuellement en visite à Prague, a déclaré au cours d'une conférence de presse que la Grande-Bretagne observait strictement la politique des Nations unies. Parmi les problèmes de l'avenir les plus importants, il faut compter, a-t-il dit, la sécurité collective, la limitation de l'armement, la confiance et la coopération entre les nations.

Le ministre a ensuite parlé des problèmes plus strictement ichécoslovaques et a déclaré que la Tchécoslovaquie était un facteur d'une immense importance pour la reconstruction de l'Europe détruite. La Grande-Bretagne prend un très grand intérêt au plan de deux ans ichécoslovaque, parce que les deux pays se trouvent en face de problèmes analogues.

Grève générale à Liège

BRUXELLES. — Les ouvriers du bassin de Liège se sont mis en grève lundi dans le but d'appuyer leurs représentants à la conférence nationale du travail.

A 9 heures du matin, le mouvement atteignait les postiers, les tramways et les métallurgistes. Le bureau central des télégraphes est fermé. Cependant, à 11 heures, les employés des téléphones ont repris le travail après une grève de deux heures. Le personnel enseignant a chômé également deux heures. Le personnel roulant des chemins de fer n'a pas cessé le travail.

A Charleroi, les employés de la construction mécanique se sont joints au mouvement de grève des ouvriers métallurgistes.

A Velle-sur-Haine, près de Mons, le personnel de la centrale électrique a également cessé le travail. On s'attend à une réquisition du personnel indispensable à l'évacuation des eaux dans les mines.

Devant cette agitation, le président de la Fédération des industries de Belgique a élevé une protestation, à la conférence nationale du travail qui se tient actuellement à Bruxelles, contre le fait que cette dernière soit obligée de négocier sous une pression extérieure et s'est opposé à la plupart des revendications ouvrières.

Au nom de la C.G.T. belge, M. Finet, secrétaire général, et M. Renard, dirigeant syndicaliste de Liège, ont maintenu leurs revendications. M. Renard a également justifié le mouvement de grève déclenché à Liège.

M. SPAAK INTERVIENT

A l'issue de la Conférence nationale du travail, M. Spaak, président du Conseil, a déclaré que les résolutions qui y avaient été adoptées en faveur des travailleurs ne seraient appliquées qu'à la condition que les conflits sociaux prennent fin immédiatement.

On apprend, d'autre part, que la Fédération générale des travailleurs de Belgique a donné l'ordre aux grévistes liégeois de cesser la grève dès jeudi matin.

M. de Nicola n'est pas démissionnaire

vous pour le gouvernement de Gasperi.

Néanmoins, il est évident que cet événement requerrait d'avoir de graves répercussions sur la conjoncture politique italienne, du fait de la gravité des circonstances actuelles.

M. de Nicola livre, en effet, en ce moment, une rude bataille à l'Assemblée constituante afin d'obtenir un vote de confiance pour le gouvernement démocrate-chrétien qu'il vient de constituer. Et non sans que l'opposition des communistes et des socialistes rend sa tâche très difficile.

La démission de M. de Nicola viendrait accroître les difficultés du nouveau ministère. Rien ne semble plus ardu, en effet, que de réaliser, à l'heure actuelle, l'entente des partis italiens indispensables pour l'élection d'un président de la République. En outre, le changement de personnalité à la tête de l'Etat suppose une nouvelle démission et une nouvelle investiture du gouvernement de M. de Gasperi. Or ces opérations qui dans les circonstances ordinaires ne sont que des formalités, ne réussiraient-elles pas d'entraîner, sur la pression des partis de gauche, une nouvelle crise ministérielle ?

LA DECISION DE M. DE NICOLA

Nous apprenons aux dernières informations que M. de Nicola a décidé de ne pas donner sa démission.

La situation est difficile au Chili

SANTIAGO. — Selon certains journaux américains, les troubles créés à Santiago du Chili seraient l'œuvre de membres anticomunistes. Cependant, il semble plus exact d'affirmer que les conducteurs de bus et de tramways sont directement responsables de la situation.

Le ministre de l'intérieur a lui-même la gendarmerie et l'armée pour assurer les transports dans la capitale et ses environs. Le commandant de la garnison a reçu l'ordre de servir contre les grévistes. On ne signale cependant pas de nouveaux incidents.

Leben français des Romains

Teil erkünstelt sind und aus Reklamegründen oder geschäftlichen Überlegungen unisierbar oder gar nicht werden. Der kalifornische Beobachter, der gesehen hat, mit welchen tatsächlichen Schwierigkeiten der Gencourt- und Penina- und Renaudot-Preis (im nur diese zu nennen) verknüpft worden ist, ist schon in der Lage, von dem eben vollendeten „Romanjahr“ in groben Zügen ein Gesamtbild zu zeichnen.

Unweitelhaft macht der französische Roman eine ernste Krise durch, und wenig junge Autoren zeichnen sich durch ihre Angeleitende Verdienste aus, die zu begründeten Hoffnungen auf eine große Laufbahn berechtigen. Im letzten Juli wohnte man dem Schauspiel eines großen literarischen Preisgerichts bei (dem großen Preis der Kritiker), der 16 Wahlgänge brauchte, um sich schließlich für ein Werk von sehr mittlerer Qualität zu entscheiden, nämlich für „Das Leben der Toten“ von Agnès Chabrier. Bedeutend die nicht die Illustration jenseits tatsächlicher Feststellung, daß es in Frankreich nicht mehr viel junge Romanschreiber gibt. Und die, die früher die erste Rolle innehaben, treten in Kreislauf der Veröffentlichungen kaum mehr auf. Während ein Jules Renaine tapfer seinen Tychna beendete, ein André Maurois sich der Novelle widmet, ein Pierre

fortigen Untergang verurteilen. Mithraschen Bildern kommt. Es ist nicht, Bismarckes daran, daß 1946 kein großes Jahr für den französischen Roman gewesen ist. Die Produktion blieb reichlich (angelehnt der Qualität wäre man fast versucht, zu sagen: überreichlich), und hat sich auf sehr viele verschiedene Verlagsbühnen verteilt, die darauf aus sind, neue Talente zu entdecken. Im ganzen gesehen, kann man feststellen: wenig Werke von Bedeutung; keinerlei Möglichkeit, jene begabten, in Jahrzehnte empotierten und nach den verschiedenen Arten (frei erdichteter Roman, Roman von der Erde, psychologischer Roman etc.,...) getrennten Schematisierungen zuzuteilen; keinerlei ernsthafter Ausblick, keinerlei wirkliche Richtung außer den Lehren der Verweilung und den Darstellungen des Absurden, die Jean-Paul Sartre einer Schule unterbreitet, die ihm abhängt, ohne ihn zu kennen; keine klar sich abzeichnenden Strömungen; keinerlei Bekenntnis zugunsten dieser oder jener Bewegung (mit Ausnahme vielleicht des „Dolorismus“, der aber eher als Element einer philosophischen Lehre zu verstehen ist); keine überzeitlich-menschlichen Bewegungen mit genauen Programmen. Der Roman von 1946 gehorcht einem großen Gesetz der Zerplitterung, des Zögerns und der Schüchternheit. Es wäre vergeblich, darüber zu klagen oder zu gähnen, daß Merin ein spürbares Zeichen des Verfalls läge. Die Literatur ist das Bekenntnis einer Gesellschaft, und der Roman ist, nach

Stand, der Spiegel, den man an einem Wege entlangführt. Nun sind die Krise der Literatur und die Krise des Romans vor allem andere Krisen einer Epoche nicht zu trennen. Die unsere steht noch zu sehr unter den Wirkungen der ungewissen und unruhigen Zeit, um einen reibhändigen oder dauernden ästhetischen Stoff aus ihr zu gewinnen. Sie wäre vergeblich — und gefährlich, wollte man sich darüber nicht klar sein.

Einige junge Romanschreiber haben indessen Besseres als nur Versprechungen. Herr Curtius zeigt einen scharfen Verstand; Luc Deunnes versteht es, eine poetische Stimmung zu schaffen; Jacques Kautler besitzt eine außerordentliche stilistische Begabung, die er auf gehaltvolle Gegenstände verwenden sollte; Raymond Guéris zeigt den Anfang eines großen Romanschreiters; es ist schade, daß er sein Talent an außerordentlich unwichtigen Themen ausläßt, sein Roman „Der Lehrling“ übertrifft die ganze Produktion des Jahres, aber das literarische Schicksal der Romane konnte billigerweise kein Werk mit dem Preise krönen, das Maßlosigkeit im Wortgebrauch mit einem Postulat schmerzlicher Einfälle verbindet.

Unter den jungen Romanschreibern haben Jean-Jacques Guérier (Träger des Gencourt-Preises) Michel Robida (Träger des Penina-Preises), Jules Roy (Träger des Renaudot-Preises) unübertroffene archaische und stilistische Qualitäten. Aber es ist vor allem ein Anfänger, Céline Berth, die mit der „Pa-

rade der Gottlosen“ sich am Ende dieses literarischen Jahres die Gunst der Kritiker — und morgen sicherlich auch die des Publikums — erworben hat. Mit ihr lebt der dichterische Roman wieder auf, der überlegene Formen mit neuen und köhnen Einfällen verbindet. Und das ist ein großer Trost.

Pierre DESCAVES

In Saarbrücken findet vom 15. Oktober bis 15. November 1947 eine

Kunst-Ausstellung

Madonna mit Kind

statt. Ausstellungshaltungungen erhalten Künstler u. Bildhauer durch

GALERIE VAN HEEZ, Saarbrücken, Rathausstr. 24

Zuschneider und Schneiderinnen

Da in der Lage sind, eigene Modelle und abstrakte Maß-Schneiderinnen heranzubilden zu können, laden wir uns Dauerstellung für Zerstos u. Wohnung wird gesucht.

TOFF & FRANCE, Hamburg 1, Altonaer Str. 2/24

Das Ausland schreibt:

DER PLAN MARSHALL

Die „Frankfurter“ schreibt zu dem Vorschlag Marshall's hinsichtlich einer amerikanischen Unterstützung Europas:

„Nach Marshall wäre die Europa zu gewährte Unterstützung ein Beistandsmittel der Vereinigten Staaten gegen die Folgen des Krieges, und obwohl der General bereits versprochen hat, sich über den Sinn seiner Erklärung nicht auszulassen, versucht die Presse einseitig, daß die Differenzierung der beiden Vorschläge nur gegen die zur Zeit in Amerika drohende Wirtschaftskrise vorläge. Beider die „Times“ erklärt: „Es ist auf alle Fälle richtig, daran zu erinnern, daß man sich in der amerikanischen Geschichte weitgehend beschränkt hat bei den Gedanken an den Ausfall der europäischen Mächte mit dem außer der Freizügigkeitserklärung gezeichnet worden sind.“

Marshall ist der Meinung, daß sich die Europa angelegentlich Kredit als ungenügend herausstellen würden. Aus diesem Grunde erlaubt er sich, die amerikanischen Gläubiger — in geschickter gewählten Worten — zu empfinden, daß sie sich zwecks Bildung eines Systems gemeinsamer Haltung zusammenschließen. Europa soll ein eigenes, einheitliches Wiederaufbauprogramm entwickeln, das die Vereinigten Staaten unterstützen werden, so lange dies ihnen vorteilhaft erscheint. Das bedeutet, daß das Programm also von der Einwilligung der Vereinigten Staaten abhängig sein wird.

Obwohl es dieser Vorschlag zu Takt fehlen läßt, ist er von den Rechtsblättern in Großbritannien und in Frankreich größtenteils kommentiert worden. Der „Observer“ hat ihn sogar mit dem Lord Leese Roosevelt verglichen. Die französische Zeitung „Aube“ versichert, daß diese Erklärung als die wahre Friedensproklamation betrachtet werden könne. „Libération“ betrachtet ihn als das Vorzeichen für einen zu Zeitpunkt ungewissen, veränderlichen Kurs der Doktrin Truman. Noch bekannter ist die Reaktion in London. Der Korrespondent von „Daily Mail“ in Washington erklärt, daß der britische Botschafter dem Weissen Haus beteuert habe, seine Regierung würde alles Notwendige zur baldmöglichsten Aufstellung des europäischen Wiederaufbauprogramms veranlassen. Er heißt sogar, daß in Washington schon diesbezügliche Verhandlungen zwischen den Regierungen der beiden Länder begonnen worden sind.

Daß der Vorschlag Marshall's gewisse englischen und französischen Kreise mit solcher Begünstigung aufgenommen worden ist, ist nicht verwunderlich. „Daily Telegraph“ erklärt, daß die U.S.A. Marshall's mit wirtschaftlichem Gehalt die Verantwortlichkeit der Vereinigten Staaten von Europa bedeutet, von denen Herr Churchill so viel Aufhebens macht. Der „Newspall“ denkt, daß die stark mögliche Antwort auf das Angebot Marshall's in der Entscheidung eines westeuropäischen Zollunions liegt. Diese Ausdrücke des neuen amerikanischen Programms gründen sich auf die Rolle des amerikanischen Staatsbankrotts. Nach der Verleumdung, daß die amerikanische Politik wieder gegen ein europäisches Land noch gegen ein europäisches Gebiet gerichtet ist, hat Marshall in der Tat beantwortet: „Jede Regierung, die etwas gegen den Wiederaufbau unseres Landes unternimmt, kann nicht mehr auf unsere Hilfe zum Aufbau ihres eigenen Landes rechnen.“ Und um jeden Zweifel über die in diesem Anspruch im Asien gefälligen Länder zu beseitigen, hat Marshall erklärt, daß die Vereinigten Staaten beschließen hätten, den Ungarn gewähren Kredit zu streichen.

Alle diese Behauptungen führen uns zu der Behauptung, daß das von dem amerikanischen Staatsbankrott angelegte Programm trotz allem Ansehen in Grande nichts anderes als eine neue Kopie des Truman-Planes ist: politische Deklarationen und Zusage in die in der Anrede Angelegentlichkeiten anderer. Völlig Unklarheit hat sich nicht viel zu tun brauchen, um die amerikanischen Angriffe herauszudeckeln. Wie soll man unter diesen Umständen die in den mit Absicht unklaren Behauptungen Marshall's enthaltenen Politik verstehen? Wir bewilligen nicht, daß diese Rede der Absicht entspreche, die der Politik Truman's lediglich literarischer wendende Haltung in Europa und in den Vereinigten Staaten freudvoller zu gestalten. Das ist wohl auch der Grund, warum Herr Berlin in Deutschland erklärt hat, daß der Vorschlag Marshall's die sehr delikate Problem stellt.

Der Hetero Sinn der Rede und die Zustimmung, die sie bei den Anhängen Churchill's gefunden hat, beweisen deutlich die Notwendigkeit, dem amerikanischen Volk die Politik seiner Regierung unter einem anderen Winkel zu zeigen. Die „Times“ hat das sehr wohl erfüllt, wenn sie schreibt: „Die Mission Truman's und Marshall's besteht in der Hauptsache darin, das amerikanische Volk zu ihrem Standpunkt zu belehren.“

DEUTSCHLAND

Aufruf an alle Stettiner
JERKHEIM, 18. Juni. — Das Rote Kreuz in Jerkheim (Braunschweig 39 b) richtet folgenden Aufruf an alle Stettiner:
 Alle ehemaligen Stettiner aus allen Zonen Deutschlands werden gebeten, ihre gegenwärtige Adresse zur Anschließung der Stettiner aller Konfessionen und aus allen Zonen dem Roten Kreuz in Jerkheim (39 b) (Braunschweig), zu melden, dies mit Angabe ihrer früheren Anschrift in Stettin.

Berlin
Opposition zum Freien Deutschen Gewerkschaftsbund
BERLIN, 18. Juni. — Die unabhängige oppositionelle Gewerkschaftsbewegung hat im Gegensatz zu dem kürzlich veröffentlichten Satzungsentwurf des FDGB Groß-Berlin einen eigenen Satzungsentwurf ausgearbeitet. Nach Mitteilung der Gewerkschaftsopposition basiert der von ihr ausgearbeitete Entwurf auf einer grundlegenden Selbstständigkeit der Verbände. Über den Plan soll heute in einer Sitzung der Oppositionenmitglieder beraten werden.

Französische Zone
Erich Dombrowski zur Tagung des Presseverbandes nach Erfurt einladen
MAINZ, 18. Juni. — Der Vorsitzende des Deutschen Presse-Verbandes in der französischen Zone, Chefredakteur Erich Dombrowski, hat eine Einladung erhalten, der Tagung des Presseverbandes in der russischen Zone, die am kommenden Samstag und Sonntag in Erfurt stattfindet, als Gast beizuwohnen. Erich Dombrowski wird der Einladung Folge leisten. (s. 2.)

Britische Zone
Kabinett von Nordrhein-Westfalen gebildet
DÜSSELDORF, 18. Juni. — Die Regierung des Landes Nordrhein-Westfalen konnte nach langem Verhandeln am Montagabend gebildet werden. Ministerpräsident wurde der Düsseldorfer Oberbürgermeister Karl Arnold (CDU). Das Kabinett setzt sich aus fünf CDU-Ministern, drei SPD-, zwei KPD-Ministern und einem Zentrum-Minister zusammen. Innenminister wurde Dr. Walter Mansel (SPD), Dr. Erik Nölting (SPD) Wirtschaftsminister, August Heilmann (SPD) Arbeitsminister. Die KPD übernimmt das Verkehrsministerium, während der bisherige Ministerpräsident Dr. Amelunxen (Zentrum) als Sozialminister fungieren wird. Die FDP hat es abgelehnt, sich an dem Kabinett zu beteiligen, da der Ministerpräsident Karl Arnold für eine Durchführung der Sozialisierung im Lande Nordrhein-Westfalen strikt eintritt.

Stinkkohlenförderung wieder über 230 000-Tonnengrenze
ESSEN, 18. Juni. — Zum erstenmal seit mehreren Wochen hat die Stinkkohlenförderung in der britischen Zone am 13. 6. wieder die 230 000-Tonnengrenze überschritten. Nach Angabe der norddeutschen Kohlenkontrolle wurden am 13. 6. 230 245 Tonnen Stinkkohle gefördert. Für die zweite Juni-Woche ergibt sich damit ein täglicher Durchschnitt von 238 744 Tonnen gegenüber 218 000 Tonnen Tagesdurchschnitt im Monat Mai.

Amerikanische Zone
Fünf Milliarden Mark oder 2000 Kalorien
WIESBADEN, 18. Juni. — Ein jährlicher Export von fünf Milliarden Mark ist notwendig, wenn die Lebensmittelrationen auf 2000 Kalorien täglich erhöht werden sollten, erklärte der Präsident der Industrie- und Handelskammer Wiesbaden. Für Lebensmittelrationen in Höhe von 3000 Kalorien täglich sei ein Export von 7 1/2 Milliarden Mark erforderlich. Durch den Export von Holz und Kohle wäre aber höchstens ein Erlös von einer Milliarde Mark im Jahr zu erzielen. Aus diesem Grunde forderte der Präsident durch Veredelung des Erlöses von Exportwaren zu steigern.

Nouvelles de France
 DIRECTION — REDAKTION
 ADMINISTRATION — ANZEIGEN-DRUCKEREI
 Marktstraße 4 — Kassel a. B.
 Postfach: Kassel 796
 Abonnements in der französischen Zone bei allen Postämtern
 in der brit. u. amerik. Zone nur im Straßenschein erhältlich
 P. JULIEN
 Verwaltungsratsmitglied
 Ungeprüfte Manuskripte werden nicht zurückgegeben.

Das Programm der US-Armee für die deutsche Jugend
HEIDELBERG, 18. Juni. — Der Sinn des Jugendprogramms der US-Armee für die deutsche Jugend liegt darin, die deutschen Jugendlichen zur guten Nachbarschaft, zum „fair play“ und zu dem Bewußtsein zu erziehen, daß jeder in seinem Handeln und Denken frei ist, solange er dabei nicht die gleichen Rechte eines anderen verletzt, erklärte Dr. Norman Himes, der Leiter der Erziehungsabteilung in der amerikanischen Militärregierung. — Das Jugendprogramm der US-Armee trägt keinen politischen Charakter und es dienen nicht dazu, den jugendlichen politischen Ideen zu vermitteln. Das Programm soll auch keine Organisationen aufbauen. Wo sich aber von selbst Jugendorganisationen bilden, sei ihnen Unterstützung und Hilfe durch die US-Armee gewährt.

Wie bildet man eine Regierung? Das Einparteien-Kabinett von Rheinland-Pfalz

In Koblenz, dem vorläufigen Regierungssitz des Landes Rheinland-Pfalz, konnten sich bis jetzt die Parteien noch nicht über die Bildung einer lebensfähigen Regierung einigen. Aus den Wahlen vom 18. Mai ist die CDU zwar als stärkste Partei hervorgegangen, besitzt aber nicht mehr die absolute Mehrheit, daß sie eine Regierung allein bilden könnte. Von den hundert Mandaten des Landes entfallen auf sie 47 Abgeordnete, die SPD zählt 24 Abgeordnete, die Demokratische Fraktion umfasst 11 Abgeordnete, und die Kommunisten sind mit acht Mandaten vertreten. Ein Abgeordneter wird noch hinzutreten, der in dem Ort zu wählen sein wird, die jetzt neu zu Rheinland-Pfalz hinzugekommen sind. Welcher Partei dieser Abgeordnete angehören wird, ist noch ungewiß. Seine Stimme wird jedoch das jetzige Parteienverhältnis in keiner Weise wesentlich ändern. Zur Regierungsbildung bedarf also die CDU in jedem Falle der Unterstützung einer anderen Partei.

Es bestehen noch zwei Möglichkeiten: einmal eine Koalition von CDU und Demokratischer Partei, die zusammen 58 Stimmen auf sich vereinigen kann, oder eine Regierung auf basisloser Basis, die auch die SPD zur Verantwortung mithinzieht und unter Umständen auch die Kommunisten bezieht. Eine Koalition zwischen CDU und Demokratischer Partei wäre eine Regierung der verfassungsgemäßen Parteien, da nur diese beiden Parteien sich für die Annahme der Verfassung

ausgesprochen haben. Obwohl diese Lösung in einem Teil der Presse in Anlehnung an anglo-amerikanische Vorbilder bevorzugt wurde, findet sie bei den Parteien selbst jedoch wenig Gegenliebe und würde auch nur als Ausweg nach dem Scheitern umfassender Verhandlungen beschritten werden. Denn was in England in jahrelangen Verhandlungen erreicht wurde, ist, daß ein Teil des Parlaments die Regierung übernimmt und alle anderen in die Opposition gehen, was für die dortigen Verhältnisse richtig und angebracht ist, da sich aber nicht schematisch auf die deutschen Bedingungen, und besonders nicht auf die jetzigen, übertragen. Die Basis einer solchen Regierung wird allgemein für die heutige Notlage als schwach empfunden, ihre Lebensfähigkeit ist zu sehr bedroht, als daß man für eine lange Dauer probieren könnte. Die dringenden Probleme des Tages lassen keine Zeit zum Experimentieren. So haben sich die Parteien — voran die CDU, die die Initiative zum Einparteien-Kabinett ergriffen hat — für eine Regierung auf basisloser Grundlage aller aufzufälligen Kräfte — und wer wäre das heute nicht! — ausgesprochen. Statt dessen kam es jedoch zu einer Einparteien-Regierung, in der die CDU mit Toleranz der Demokraten sämtliche vier Minister stellt, von denen jeder zwei oder drei der politischen Ressorts auf sich vereinigt. Der Ministerpräsident hat die Innenministerien übernommen, das bisher die SPD verwaltete.

Wenn dieses Kabinett auch nur eine Übergangslösung darstellen soll, wie immer wieder betont wurde, so ergibt es doch Erstaunen und Überraschung, wie es zu einer solchen Regierung, die von einer einzigen Partei allein-gestellt wird, überhaupt kommen konnte. Die Gründe liegen in der bisher ungeschickten Haltung der CDU und der SPD, die diese beiden größten Parteien in der Frage der Bildung des Innenministeriums eingeschlossen haben. Beide Parteien haben gleich starken Anspruch auf diese Ministerien, die CDU mit der Begründung, dieses wichtige Ressort der Verwaltung keiner Partei überlassen zu können, die sich gegen die jetzige Verfassung gestellt habe, während die SPD ihren Anspruch auf diese Ressorts als verweigernde Partei behauptet, nachdem die CDU bereits das Ministerpräsidenten und den Großteil der Ministerien besetzt hatte. Beide Parteien wollen in der Besetzung dieses Ministeriums die Voraussetzung jedes zwischenparteilichen Gesprächs erfüllen.

Die Wahl des Ministerpräsidenten, der nach der Verfassung die Minister zu berufen hat, wurde auf Antrag der CDU von der Tagesordnung der ersten Landtags-Sitzung abgesetzt, um dem Parteien weitere Gelegenheit zu Verhandlungen zu geben. Aber auch bei der zweiten Landtags-Sitzung, die eine Woche später stattfand, war noch keine Einigung zwischen den beiden größten Parteien erzielt worden. Jedoch wurde der seitberige Ministerpräsident Dr. Boden, der die CDU angehört, mit dem Einverständnis der CDU und der Demokratischen Fraktion zum Ministerpräsidenten gewählt. Man rechnete nun allgemein mit einer Vertagung des Landtags, um dem Ministerpräsidenten Gelegenheit zu geben, sein Kabinett zu bilden. Dr. Boden hat jedoch nur um eine Unterbrechung der Sitzung auf die Dauer von zwei Stunden, während es sich um die Dauer eines Monats nicht um eine Einigung mit der SPD Men erwartete nun, daß Ministerpräsident Dr. Boden entweder ein weiteres Aufheben gebeten oder seinen Auftrag in die Hände des Landtags zurückgelegt hätte. Keines von beiden geschah. Dr. Boden schickte statt dessen kurz nach der Sitzung geschäftliche Visitenkarten an die CDU und die Demokratische Fraktion, die die gegenwärtige Einparteien-Regierung der CDU.

Auf welchem Wege sich die Parteien nun einigen werden, ist dem Geschick und der politischen Einsicht der beteiligten Verhandlungspartner überlassen. Daß es im Interesse des Landes zu einer Verständigung über die dringenden Fragen kommen müßte, darüber herrscht nur eine Meinung. Denn hier soll im kleinsten beispielhaft vorgelebt werden, was für alle heute lebensnotwendigen Gewiss geworden ist: Zusammenarbeiten unter Zurückstellung aller parteilichen Vorurteilen, Eitelkeiten und Ambitionen, um gemeinsam die gemeinsamen, dringenden Probleme zu lösen. Parteienfragen sind dabei nur von zweitrangiger Natur.

Lern Englisch und Französisch
 in amerikanischen und französischen Fernstudien. Speziallehrer: Institut E. A. Flatter, (378) Frankfurt, Post. 107

Wirtschaftsmeldungen

Die deutschen Banken in der Nazi-Zeit

MIT der Entwicklung und Tätigkeit der beiden größten deutschen Privatbanken, der Deutschen Bank und der Dresdner Bank, beschäftigt sich ein Sonderbericht der Finanzabteilung bei der amerikanischen Militärregierung für Deutschland, der am Dienstag in Berlin veröffentlicht wurde.

Dieser Bericht liegt unter anderem der amerikanischen Militärregierung über die Tätigkeit der deutschen Großbanken vor, die eine Demonstration des Bankensystems erörtern sollen und Material für die Erziehungsvorlesungsprozesse gegen die leitenden Persönlichkeiten der Dresdner Bank geliefert haben.

Die Deutsche Bank rund 275 000 Mark für den Adolf-Hitler-Fonds. Von der Dresdner Bank erhielt der Kreis im Oktober 68 000 Mark im Jahr.

Während sich die beiden Banken anlässlich der Finanzierung des Arbeitsbeschaffungsprogrammes, vor allem durch die „Arbeitsbeschaffungswechsel“ konzentrierten, gingen sie nach 1933 mehr und mehr zur Finanzierung der Wiederaufbauarbeiten über.

Beide Banken besaßen schließlich im Jahre 1944 Reichspapier im Wert von über 13 Milliarden Mark.

Die Aktiva der Deutschen Bank wies 1944 zu über 82% in Reichsdollars und Reichsmark festgelegt, gegenüber 44% im Jahre 1939.

Die gleiche Bank war aktiv an dem gesamten Aufbau der deutschen Luftwaffe beteiligt. Im Gegensatz zu anderen Banken trat sie für eine subventionierte Unternehmung der Luftfahrtindustrie ein.

Nach Kriegsende beantragte die Dresdner Bank besondere Aufträge an die Luftfahrtindustrie in den besetzten Ländern, vor allem in Frankreich, Belgien und nach dem „Anschluß“ auch in Österreich.

Die Aktiva der Deutschen Bank betragen diesem Bericht zufolge im Jahre 1943 gleich 1,7 Milliarden Mark, die der Dresdner Bank gleich 1,7 Milliarden Mark. Die Aktiva beider Banken umfassen damit rund 80% der Aktiva der 6 Großbanken oder 33% der Aktiva aller Privatbanken in Deutschland.

Die Dresdner und die Deutsche Bank spielten eine führende Rolle bei der Unterbringung neuer Industriepapiere. Man schätzte, daß diese beiden Banken für etwa 1/3 der Berliner Börsennotizen verantwortlich zeichneten.

Nach der Machtergreifung durch die NSDAP im Jahre 1933 erweiterten die beiden Banken ihr Geschäft durch die Finanzierung des Arbeitsbeschaffungsprogrammes und der darauffolgenden Wiederaufbauarbeiten.

Werner sagte sie beträchtliche Gewinne aus der Artierung der deutschen Wirtschaft. Beide Institute übernahmen jährliche Bankhäuser und Industriestellen, wobei sich besonders die Dresdner Bank durch Ausnutzung ihrer engen Verbindung mit der SS und durch die Anwendung politischer Druckmittel auszeichnete.

Zahlreiche Aufsichtsratsmitglieder der Deutschen Bank hätten infolgedessen Posten in der Schwerindustrie, wie bei IG-Farben, Mannesmann, dem Rheinisch-Westfälischen Elektrizitätswerk, Hocht und Rheinische Braunkohle inne und übten

damit maßgebenden Einfluß auf deren Geschäftspolitik aus. Ähnlich lagen die Verhältnisse bei der Dresdner Bank, die besonders eng mit Krupp, der Metallgesellschaft, dem Hermann-Görling-Werk, dem Flick-Konzern und der SBAG verbunden war.

Die politischen Bindungen der Banken im 3. Reich

Die Machtergreifung durch die Nazis hatte zur Folge, daß zwei politische Beauftragte, Karl Baeche und Emil Meyer, die bis dahin in Bankkreisen völlig unbekannt waren, leitende Stellungen in der Dresdner Bank erhielten. Ihre Tätigkeit schuf die engen Verbindungen zwischen der SS und der Dresdner Bank, die dieser die Bezeichnung „SS-Bank“ eintrug. Die Deutsche Bank besaß bereits 1932 in Emil von Strauß einen prominenten Vertreter der NSDAP.

Außerdem bestanden zahlreiche persönliche Beziehungen zwischen anderen leitenden Persönlichkeiten der Banken und den Vertretern des NS-Regimes. Insbesondere schließlich Hermann Ahl eine enge Verbindung mit Goebbels und Funk, die ihn zu einer Reihe internationaler Verhandlungen entsandten, u. a. zu den Besprechungen über das Stettiner Abkommen in den Jahren 1937 und 1938.

Der stellvertretende Vorsitzende des Aufsichtsrates der Deutschen Bank, Albert Pletsch, war gleichzeitig Wirtschaftsdirektor bei Hocht und galt als der Mann, „der mit der Partei über die Probleme der Bank verhandelt hat“.

Darüber hinaus vertrieben beide Banken durch Geldverleihungen und Kredite ihren Einfluß auf die Partei.

Ander jählichen Zusammenlag von etwa 1,3 Millionen Mark bei den verschiedenen Aufsichtsratsmitgliedern

Die Banken übernahmen dabei vielfach die Rolle einer Wirtschaftsleitung der Wehrmacht bei der Ausbeutung der wirtschaftlichen Mittelquellen in den besetzten Ländern.

Der Bericht der amerikanischen Militärregierung legt hervor, daß diese Kapitalverstrickungen, die in enger Zusammenarbeit mit der Regierung vorbereitet wurden, einem Ziel diene, nämlich der wirtschaftlichen und politischen Vorherrschaft Deutschlands in Europa.

Im Einklang mit der Ausdehnung ihrer Auslandsgeschäfte spielten die beiden Banken eine wichtige Rolle bei der Errichtung neuer Industrieunternehmen unter deutscher Kontrolle in den besetzten Ländern. Sie boten dazu die Richtlinien, die von Funk und Goebbels herausgegeben wurden.

Das Wichtigste im Radio

- SÜDWESTFUNK**
 (47,46 m, 305 m, 291 m, 362 m)
 Alle Tage: 6, 1, 8, 8,30 (franz.)
 12. 13. 12. 12.45 Uhr: Nachrichten
- DONNERSTAG, 18. JUNI**
 13.30 Frankreich spricht zum deutschen Volk
 14.00 Kinderfunk: Der albanische Pfad
 18.20 Kreuz u. quer durch Deutschland. Nachrichten aus allen Zonen
 18.45 Französisch im SWF (Wiederholungskurs für Anfänger)
 19.00 Klänge aus dem Musik
 19.15 Prof. W. Andreas Johann Holzing — ein Historikerporträt
 19.40 Die Trübsal der Zeit
 20.00 La Magazine de France
 20.15 „Scheiterte er?“ — die tonische Klänge Pilschows des SWF
 21.00 Sätze mal! — das beste musikalische Hörspiel des SWF
 21.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk
 22.15 Für Kenner und Liebhaber — Ausführende: Uta Graf (Sopran), Henri Meckel und Günter Kehr (Violin), Marie-Louise Fagnac-Caillet, Carl Seemann und Michael Brandts (Klavier), 16-stimmige Sonate für Violin und Klavier, op. 104, „Das Veilchen“ von Goethe in der Vertonung eines Zeitgenossen: Strawinsky; Berceuse, Dances russes, Dances slaves
 22.45 (Kohlen) Abendkonzert.

Theater und Konzerte

- DONNERSTAG, 18. JUNI**
TEBINGEN: „Les Mouches“ (Die Fliegen) von Jean-Paul Sartre, gespielt von der Compagnie des Dieux
KARLSRUHE (Staatstheater): Balkan-Konste, Operette
KONSTANZ (Stadttheater): Dams Dissa
- FRIDTAG, 19. JUNI**
MAINZ (Theater am Stöckchen, 20.30 Uhr): Mozart-Serenade
KARLSRUHE (Staatstheater): Peer Gynt, von Ibsen, mit Musik von Edward Grieg. Gedr. Vorstellung für den Kulturbund
DIEZ: Das Quintett Herre Janet. Fr. Gastkonzert
NEUSTADT: „Die geliebten Frauen“ von Jeanne d'Arville, von Mollere, Gastspiel der Compagnie des Dieux

ALMA - SCHNITTE

das unentbehrliche Zusatzheftchen für die Hauswirtschaft jeder Schnitt ein Maßband. Sie können damit alle Gar-dinen und Wäsche für jede Figur nach für Kinder u. Wäsche für den Herrn herstellen. Das kleine Anprobieren ist für 50 verschiedene Modelle mit über 500 Schnittlinien u. 60 Maßen für alle über u. Hülftelchen Einzelteile Anprobung Preis RM 2.50 u. RM 1.— für Paris u. Nürnberg. Zu beziehen durch Alma-Made (Hilf) Ludwigweg 76, Postfach 143

Wiederholungskurs für Anfänger

F. — Bonjour Madame, bonjour Monsieur.
 R. — Bonjour Madame.
 F. — Heute haben wir unsere 41. Lektion Französisch; notre déesse Jeane de France.
 Neulich lernten wir die unregelmäßige Verb- u. Partizipial-Formen. Heute sollen Sie ein solches, auch sehr wichtiges, unregelmäßiges Verb lernen; faire (machen).
 Présent (ich mache): Je fais, tu fais, il fait, nous faisons, vous faites, ils font.
 Imparfait (ich machte): Je faisais, tu faisais, il faisait, nous faisions, vous faisiez, ils faisaient.
 In der 42. Lektion lernten wir die Ausdrücke: Il fait beau temps (es ist schönes Wetter); il fait froid; es ist kalt; il fait chaud; es ist warm; faire les devoirs; die Aufgaben machen (je devrais; die Aufgabe, die Pflicht); faire la cuisine; kochen (je cuisine; die Küche); faire une promenade; einen Spaziergang machen (je promène; der Spaziergang); faire des courses; Besorgungen machen (je cours; die Besorgung, der Bausch); faire des achats; Einkäufe machen (j'achète; ich; der Kauf, Einkauf); faire une visite; einen Besuch machen (je visite; der Besuch); faire cadeau; verschenken (je cède; das Geschenk).
 Einige Übungen: Die Schüler machen ihre Aufgaben (les élèves font leurs devoirs). Du machst eine Unterweisung (tu fais une traduction). Er hat einen Besuch gemacht (il a fait un visite).
 F. — Bonjour Madame, bonjour Monsieur.
 R. — Bonjour Madame.

Deutsche Presseschau

BRITISCHE ZONE

THEMA I: MÜNCHEN

Wie in den übrigen Zonen, so beschäftigt sich die deutsche Presse in der britischen Zone auch vorwiegend mit dem Problem, die durch die Ministerpräsidentenkonferenz in München gewirkt werden. Die politische Abreise der Ostzonen-Minister hat dabei das neue kommunistische Europa, das der Übertritt „Tragik von München“ schreibt die „WEST-FALLENPOST“.

Die Münchener Konferenz der Ministerpräsidenten der deutschen Länder hat mit einem Aufbruch begonnen, der die Tragik des deutschen Schicksals und die ungewisse Gefahr für den Fortbestand eines einzigen und einzigen Deutschlands hitzigartig beleuchtet.

Der Zweck der Konferenz stand seit Wochen eindeutig fest: es sollte über die Maßnahmen beraten werden, die die deutschen Länder im Rahmen der Union von den Besatzungsmächten bekommen. Alleinmündigkeit zur Überwindung der hitzerigen Not und zur Abwendung eines zweiten Katastrophenwinters treffen könnten. Die SED-Minister der Ostzone haben demgegenüber die Annahme der bayerischen Einladung zunächst davon abhängig machen wollen, daß sich die politischen Parteien, die Gewerkschaften und andere Organisationen hinzugeschlossen hätten, hätten sich dann aber doch bereit geäußert, nach München zu fahren. Zum ersten Male seit dem furchtbaren Kriegesende schien sich also eine gesamtdeutsche Vertretung zu gemeinsamen Beratungen und Handlungen zusammenzufinden. Ganz deutlich wurde mit dieser Handlung, mit einem ersten Aufbruch nach München.

Die Hoffnungen trugen, die beiden, die des Wort „Einheit“ hervorgehoben im Munde führen, haben zwei Stunden nach Beginn der Konferenz diese Bekundung deutscher Einheit und deutschen Selbstbestimmungswillens nicht gegeben, indem die in ultimativer Form die Basis der Konferenz auf politische Güter zu verteilbaren und nach dem trüben Vorbild der „nationalen Opposition“ des Weimarer Reichstages die Sitzung vertagten, als man ihre Fortsetzung nicht erlaubte. Man kann kaum noch daran glauben, daß das ganze Vorhaben der SED-Ministerpräsidenten ein abgekartetes Spiel war.

„Die WEST“ schreibt mit selbem Thema:
 „So, wie die Dinge gelaufen sind, haben die Ostparteiern den Aufbruch erreicht, ihre Zusage in letzter Minute und die sofortige Abreise der abgekarteten Taktik gewesen. Dieser Aufbruch wäre leicht zu vermeiden gewesen, wenn sie angekündigt hätten, wir kommen nur unter der Bedingung, daß unsere Tagesordnung angenommen wird. Das wäre korrekt gewesen.“

Das Vertrauen des Westens in seine Ministerpräsidenten wird jedenfalls durch diesen marktwirtschaftlichen Zwischenfall keineswegs erschüttert werden.

Der deutschen Öffentlichkeit wird es nicht an Verdrüsslichkeit fehlen, wenn nicht der Wille zum Ausgleich über alle Zonen hinweg hinweg stärker als je selbst noch an hartnäckige Parteilichkeit. Es ist jedoch nicht zu vergessen, daß der SIS der sich heute durch Deutschland nicht, auch mit den sehr unterschiedlichen Ansichten zusammenhängt, die die Großstädte in Deutschlands künftige Struktur haben. Eine Debatte hierüber zu vermeiden, war das Ziel der Länderkonferenz im Westen und Süden es war vergeblich.

So wird das Ergebnis von München wiederum nur den Dreizehnen im Westen herbeiführen und für etwa 40 Millionen Deutsche verheißungsvoll, einschließlich genug für die haben vor uns liegenden Monate.

Parteilichkeit und Regierungsmäßig vertrieben mit großer Unschick und in unangenehmer Kleinarbeit dafür sorgen, daß es neuer Brückenbau über den tiefen Graben versucht werde, dessen erste Notwendigkeit gerade unumkehrbar.

Schlieflich schreibt das „KLEIN-ECHO“:

„Mit der hoffnungslosen Kapitalunion hat im Mai 1945 Deutschland als Einheit aufgehört zu existieren. Seit diesem Zeitpunkt haben die Siegermächte gewisse Regeln der Reichsrekonstruktion übernommen und sind für alle Entscheidungen der Fragen Gesamt-Deutschlands zuständig. Eine Reichsregierung fehlt — was eine solche wieder entstehen soll, wird das ist eine Frage, die ebenfalls durch die Siegermächte entschieden wird. Die Schwierigkeit einer gesamtdeutschen Politik besteht darin, daß die Siegermächte keine einheitliche Auffassung über das politische und wirtschaftliche Schicksal Deutschlands haben. Auch die Moskauer Konferenz der großen Vier hat nicht den Bewußtsein dafür erstritten können, daß innerhalb dieser einheitlichen Auffassung sich durchzusetzen bestant.“

Setzt sich das Fehlen einer Reichsregierung für die weitere Entwicklung des politischen und wirtschaftlichen Verhältnisses Deutschlands unüberwindlich, so wird diese Tatsache noch besonders nachdrücklich unterstrichen durch den Mangel an einheitlicher Zusammenarbeit und einheitlicher Überwindung unter den Ländern in den verschiedenen Zonen. Die schlechte Meinung der West- und deutschen Volk ist nicht Klein, sich selbst zu retten, und unter ein demokratisches Einparteien-Kabinett geführt werden, findet nicht zuletzt darin ihre Ursache.“

Französische Radiostunde

Südwestfunk
 Am 19. Juni 1947, 18.45 Uhr, über Sender:
 Koblenz (371 m) Kaisersteinbrunn (305 m) Freiburg (362 m) Baden-Baden (40.46 m) Sigmaringen (362 m)

Imparfait (ich machte): Je faisais, tu faisais, il faisait, nous faisions, vous faisiez, ils faisaient.
 In der 42. Lektion lernten wir die Ausdrücke: Il fait beau temps (es ist schönes Wetter); il fait froid; es ist kalt; il fait chaud; es ist warm; faire les devoirs; die Aufgaben machen (je devrais; die Aufgabe, die Pflicht); faire la cuisine; kochen (je cuisine; die Küche); faire une promenade; einen Spaziergang machen (je promène; der Spaziergang); faire des courses; Besorgungen machen (je cours; die Besorgung, der Bausch); faire des achats; Einkäufe machen (j'achète; ich; der Kauf, Einkauf); faire une visite; einen Besuch machen (je visite; der Besuch); faire cadeau; verschenken (je cède; das Geschenk).
 Einige Übungen: Die Schüler machen ihre Aufgaben (les élèves font leurs devoirs). Du machst eine Unterweisung (tu fais une traduction). Er hat einen Besuch gemacht (il a fait un visite).
 F. — Bonjour Madame, bonjour Monsieur.
 R. — Bonjour Madame.

Lern Englisch und Französisch
 in amerikanischen und französischen Fernstudien. Speziallehrer: Institut E. A. Flatter, (378) Frankfurt, Post. 107

DEVANT LA PRESSE ETRANGERE

M. Vincent Auriol développe le point de vue de la France sur la coopération des peuples

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
guerre 1914-1918 avait aveuglé et que la défaillance de l'Allemagne dans la paléme des justes réparations n'avait fait qu'aggraver.

« Intraitée ainsi jusque dans sa chair par l'expérience de deux guerres et d'une paix imparfaite, elle n'en proclame qu'avec plus de force la nécessité pour l'Europe de s'organiser et de s'unir.

« Souffrant comme tous les autres peuples de la pénurie de matières et de produits, la France a conçu pour elle-même un plan hardi de redressement et d'équipement, mais elle n'ignore pas que son relèvement est solidaire de celui de l'Europe et que tout ce qui est précaire et, bientôt, la paix enfin construite ne permet de voir clair sur la route.

« Le problème économique et le problème politique de la paix sont un seul et même problème, mais peut-être à l'heure actuelle est-il plus sage de résoudre sans tarder les questions matérielles, car si l'existence de chacun est assurée, si par l'échange des produits et la coopération économique, tous les peuples — libres dans l'indépendance de leur patrie — apprennent à s'unir à travers les frontières pour reconstruire ensemble ce que la guerre a détruit, la méfiance politique disparaîtra peu à peu d'elle-même, et, en tout cas, perdra de sa nocivité. »

LA PROPOSITION MARSHALL

« C'est pourquoi le gouvernement français, et je me joins à lui, salue l'initiative tout à la fois audacieuse et sage prise par M. le secrétaire d'Etat Marshall au nom de son gouvernement, un geste de lumière vient d'éclairer le sentier des hommes. Il faut s'y engager hardiment et sans retard. La France qui, depuis vingt années, n'a cessé de prononcer l'idée de la coopération fraternelle des peuples sur le plan économique et sur le

plan politique y est résolu. Elle ne laissera pas s'éteindre cette flamme. Il faut, en effet, l'accueillir avec enthousiasme, car elle est un message d'espoir. Il faut libérer les peuples de la misère et de la peur, car c'est en luttant contre la misère qu'on fera disparaître la peur; c'est en travaillant ensemble pour la prospérité qu'on fera disparaître la méfiance.

L'heure n'est plus aux hésitations, au scepticisme ou aux débats procéduriers ou doctrinaux. Une proposition hardie et généreuse nous rapproche de la paix et de la prospérité, l'une et l'autre indivisibles, l'une et l'autre indispensables au bonheur de chaque peuple et de tous les peuples, à l'avenir même de la civilisation humaine.

Notre vieux continent ne peut pas laisser passer la chance qui lui est offerte. Qui l'y presserait plus que nous, messieurs, à qui l'histoire comme la géographie semblent avoir imparti la mission d'unir le nouveau et l'ancien monde ? Et qui s'en réjouirait plus que vous qui savez bien que notre peuple, comme tous les autres peuples, n'a pas de désir plus ardent que de vivre heureux, dans un monde libre et pacifique ? »

M. Vincent Auriol se félicite en terminant d'avoir pu exprimer ses pensées et ses espoirs devant les représentants de la presse étrangère et remercie ces derniers de lui en avoir offert l'occasion.

Les retraites des fonctionnaires devant l'Assemblée nationale

PARIS. — L'Assemblée nationale a siégé hier après-midi sous la présidence de M. Edouard Herriot. La séance est ouverte à 18 heures. Les députés adoptent sans débat plusieurs projets de loi dont l'un relatif à la nomination dans la réserve de l'armée de l'air des officiers auxiliaires et des officiers et non officiers détenteurs d'un grade à titre temporaire.

VALIDATION D'UN KLU DE LA GUYANE

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de la Guyane (M. Jaffard, S.F.I.O.). L'Assemblée, consultée à main levée, adopte les conclusions du rapporteur et adopte M. Jaffard.

L'Assemblée aborde ensuite la discussion d'une proposition de loi déposée par Mme Lempereur (S.F.I.O. Nord) et M. Greas (communiste, Haute-Garonne), tendant à l'abrogation de l'article 10 de la loi du 15 février 1946 concernant la limite d'âge pour la mise à la retraite des fonctionnaires et agents des services publics.

La proposition est donnée à M. Cayol, rapporteur de la commission de l'Éducation nationale. Celui-ci, après avoir évoqué la situation présente de l'enseignement primaire, défend une proposition transactionnelle tendant à abroger l'article 10 et à remettre en vigueur les dispositions de la loi du 18 août 1936 instituant délais et bonifications pour certaines mises à la retraite.

M. Robert Schuman, ministre des Finances, demande le renvoi du débat en raison de l'absence de M. Teilgen, ministre chargé de la fonction publique.

Pour M. Robert Schuman, d'ailleurs, la proposition ne présente

pas un caractère d'urgence. Le ministre indique d'autre part que son application entraînerait une charge nouvelle de 3 milliards difficile à consentir dans les circonstances actuelles.

Finalement le renvoi est ordonné par 326 voix contre 278 sur 604 votants.

L'Assemblée adopte sans débat les propositions suivantes, de la conférence des présidents :

— Mercredi après-midi, séance consacrée à la ratification de la convention franco-polonaise et à la loi portant amnistie.

— Jeudi matin : discussion du budget.

— Vendredi matin : discussion des interpellations de M. Grenier sur la dévolution des biens de presse et de M. Lempes sur la gestion des entreprises nationalisées.

— Vendredi après-midi : discussion des interpellations sur les résultats de la conférence de Moscou.

Le Conseil des ministres

PARIS. — Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. le président de la République.

Cette réunion a été consacrée à une communication du ministre des Finances sur la situation financière du pays. Les mesures proposées à faire face, et à une discussion générale des termes de cette communication.

La discussion sera reprise demain matin à une nouvelle séance du Conseil. Les mesures arrêtées d'un commun accord seront communiquées au Parlement dans le courant de la semaine.

Le président du Conseil fera à ce sujet une déclaration devant l'Assemblée nationale.

LA SITUATION POLITIQUE

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

L'impôt de solidarité actuelle, le recouvrement serait uniformément majoré de 25%.

Soucieux de ne pas tolérer de nouvelles sources de déficit budgétaire, le gouvernement supprimerait définitivement certaines des subventions économiques encore maintenues. Dans le même esprit, les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques seraient adaptées pour faire face au reclassement des salaires qui se révélerait indispensable.

Quant au déficit possible de la S.N.C.F., provoqué par les augmentations de salaires récemment accordées, le gouvernement n'aurait pas l'intention de faire supporter au budget une charge supérieure à 10 milliards, ce qui ne manquera pas d'entraîner à quelques augmentations de tarifs.

On peut ajouter également diverses mesures d'ordre technique destinées à accélérer la rentrée des créances du Trésor. Enfin, pour alléger les charges des industriels et des commerçants pour lesquels les prix de vente restent bloqués, certains aménagements seraient prévus dans le secteur de la sécurité sociale.

C'est ainsi que le versement de 4% pour l'assurance vieillesse serait proportionnellement différé, que la cotisation patronale aux assurances sociales serait ramenée de 12 à 11% et la cotisation accidents du travail à 1/5.

Mais ce ne sont là que des projets. Deux conseils des ministres doivent mettre sur pied ces mesures que la commission des finances aura à examiner d'urgence avant que l'Assemblée ne les adopte, avec, au besoin, une nouvelle motivée par les réflexions du Conseil de la République.

La ratification du traité de paix avec l'Italie devant le Conseil de la République

PARIS. — Le Conseil de la République a examiné hier le projet de loi relatif au traité de paix avec l'Italie.

M. Gaston Monnerville, président, ouvre la séance à 10 h. 00, mais, selon le règlement, la procédure d'urgence ayant été demandée pour la discussion du projet en question, le débat ne pourra avoir lieu que dans une heure, le texte devant être affiché durant ce délai.

En attendant, en présence de M. Daniel Mayer, ministre du Travail et Robert Schuman, ministre des Finances, le Conseil est appelé à donner son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à accorder des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la Sécurité sociale.

M. Renaison (socialiste de la Guadeloupe) propose de ratifier le chiffre adopté par l'Assemblée, soit 475 millions. Mais M. Georges Laffargue (Assemblée des gauches) demande de reprendre le chiffre de 500 millions proposé par la commission du travail de l'Assemblée.

Le vote donne lieu à pointage et la séance est suspendue. A la reprise de la séance, le président annonce que les amendements sont repoussés. Finalement, l'ensemble est adopté dans le texte voté par l'Assemblée nationale.

Le Conseil aborde ensuite la discussion de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947-1948. Après un court débat la proposition est renvoyée devant la commission de l'Agriculture.

Le Conseil aborde l'examen du projet de loi relatif au traité de paix conclu à Paris le 10 février 1947, entre les Nations unies et l'Italie.

M. Peset (M.R.P.), rapporteur, fait l'historique de l'élaboration du traité. Il estime que la France a eu raison de ne pas reprendre à son compte de « vase victis » et de se borner à des rectifications de frontières modérées.

MM. Laurent (communiste Alpes-Maritimes), Pinton (R.G.R.) et Mme Broclette (S.F.I.O.), déclarent que leurs groupes voteront la ratification du traité.

LE DISCOURS DE M. GEORGES BIDAULT

M. Georges Bidault monte ensuite à la tribune :

« Il y a sept ans, dit-il, Mussolini s'engageait à fond contre nous. Demain il y aura sept ans qu'une grande voix nous disait d'espérer. »

Le ministre des Affaires étrangères souligne que le traité n'est pas un traité de vengeance mais un traité de justice, respectueux de la morale internationale. Il peut et doit être un instrument de paix si l'Italie sait surmonter ses amertumes.

Répondant ensuite aux différentes critiques formulées, le ministre des Affaires étrangères se déclare convaincu qu'en ce qui concerne le Val d'Aoste le gouvernement italien tiendra ses engagements. Quant aux colonies italiennes, la France a proposé de laisser à l'Italie celles qu'elle avait acquises avant l'avènement du fascisme. M. Georges Bidault espère que de l'ici un an cette idée aura fait des adeptes.

Abordant la question de Trieste, le ministre des Affaires étrangères déclare :

« La paix est une question de volonté. Dantzig aurait vécu si le monde l'avait voulu. Trieste vivra parce qu'on aura la volonté de la faire vivre. »

Rappelant enfin ce qu'il a dit dans la salle de Luxembourg que se tinrent les premières amies internationales, M. Bidault conclut en affirmant que le traité avec l'Italie n'est pas indigne de s'appeler « Traité de Paris ».

Après une heure d'interruption, la séance est reprise. Le Conseil aborde la discussion de la proposition de loi instituant une prime à l'hectare pour encourager la culture du blé et du seigle.

Réunion du conseil national de la C.G.C.I.

PARIS. — Un communiqué de la confédération générale du commerce et de l'industrie annonce que le conseil national de la confédération, réuni à Paris, a notamment exigé la présence de la C.G.C.I. dans toutes les commissions paritaires appelées à discuter de la situation du monde du commerce et de l'industrie. Les délégués ont décidé « pour faire triompher leurs légitimes revendications » d'évoquer tous les moyens de discussion, mais se déclarent prêts à répondre à tout mot d'ordre de cessation du travail qui après des conversations leur serait donné par la C.G.C.I.

RADIO

MILITAIRES: le passage à l'émission hebdomadaire de vos modules (17h) MARCONI, POINTE-AUX-ALLES, RADIO-10 (SELEC, ARCO, SCHNEIDER et FOMNET) Grand choix de postes portables. RADIO-BRAUN 11, rue des Saussaies, 10 m de la Place Étoile. Tous les jours de 10h à 12h.

nière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNÉE A PARIS

Le conseil restreint de cette nuit, bien que s'étant prolongé jusqu'à près de deux heures du matin, n'a pas abouti à des résultats concrets et il n'est pas du tout certain que le Conseil des ministres qui s'est réuni ce matin à l'Élysée, permette lui non plus de trouver des formules d'entente sur les points les plus controversés du plan Schuman.

Ces points sont, on le sait, la diminution des cotisations patronales à la Sécurité sociale, la réduction des crédits militaires, la suppression de la plupart des subventions, l'augmentation des tarifs voyageurs de la S.N.C.F. et la majoration de diverses taxes ou impôts. UNE ÉCHÉANCE MINISTÉRIELLE SERAIT EXCLUE

Dependant tous les ministères sont d'accord sur la nécessité irréductible d'un redressement financier immédiat et sur les graves conséquences qu'aurait une crise ministérielle au moment où se nouent des négociations d'intérêt vital pour le sort de la France et de l'Europe.

C'est sans doute là qu'il faut chercher les raisons d'espérer qu'un arrangement de dernière heure interviendra. La réunion de ce soir du comité directeur du parti socialiste peut être décisive à cet égard.

LE DÉBAT FINANCIER DEVANT L'ASSEMBLÉE

Bien entendu, si l'entente ne se réalise pas au sein du cabinet, le débat financier qui doit s'ouvrir demain devant l'Assemblée nationale sera différé, de même que

les délibérations de la commission des Finances prévues pour cet après-midi.

LES CONFLITS DU TRAVAIL

Sur le plan social, les conflits en cours ne sont toujours pas réglés et il reste peu de temps pour éviter la grève des employés de banque qui doit commencer demain matin.

Le bureau confédéral de la C.G.T. se prononce, d'autre part, ce matin sur le principe des primes à la production.

LES CÉRÉMONIES DU 18 JUIN

M. Vincent Auriol, accompagné de M. Ramadier et des membres du cabinet a déposé à la fin de la matinée, à l'Arc de Triomphe, une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. Les honneurs militaires étaient rendus au chef de l'État et au chef du gouvernement par deux bataillons de la garnison de Paris.

Contrairement à la décision prise précédemment par le général de Gaulle de ne pas assister aux cérémonies qui sont organisées cet après-midi à l'Arc de Triomphe par l'Association des Français libres, l'U.N. des familles des résistants et des otages, le bruit court que « l'homme du 18 juin » viendrait s'incliner à 17 h. 30 devant la tombe du soldat inconnu.

Ce qui est certain, c'est qu'une heure plus tard au mont Valérien, un compagnon de la Libération remettra un flambeau allumé place de l'Étoile au chancelier de l'Ordre, l'amiral Thierry d'Argenlieu, qui le rendra au général de Gaulle. Ce dernier allumera la flamme du cinéscope dressé spécialement

pour la circonstance. Le général se retirera après avoir salué les familles des morts et les diverses délégations.

LES SPECTACLES

Dans la rubrique des spectacles, un seul événement marquant. C'est en effet ce soir que sera donnée au théâtre Molière, la première représentation de « Diane », de M. Stéphane Desbrière.

Conseil restreint à l'hôtel Matignon

PARIS. — Mercredi matin à 11 h. 45, M. Robert Schuman et M. Daniel Mayer quittaient l'hôtel Matignon. MM. André Philip, Félix Goussé et Jules Moch étaient parmi quelques instants auparavant.

Le ministre des Finances a laissé entendre qu'une étude plus approfondie de l'ensemble de ses projets financiers semblait souhaitable. Il a insisté sur la nécessité de présenter et de faire adopter l'ensemble des propositions gouvernementales, qui pourraient ainsi, contrairement à ce qui était indiqué précédemment, ne pas être adoptées au cours du prochain Conseil des ministres.

L'aide financière américaine à la Grèce

ATHÈNES. — Après des négociations assez laborieuses, les gouvernements grec et américains sont parvenus à élaborer un accord relatif à l'octroi de l'aide financière américaine à la Grèce et aux modalités d'application de cette aide. Cet accord prendra maintenant les formes d'une convention qui sera

signé, vraisemblablement au cours de la journée de jeudi et au plus tard vendredi.

L'examen du problème juif par l'O.N.U. approuvé par la Haganah

JERUSALEM. — Au cours d'une interview accordée, au correspondant de l'A.F.P., le commandant en chef de la Haganah s'est félicité de ce que la « destinée du peuple juif ainsi que l'avenir de la Palestine soient soumis conjointement à l'examen des Nations unies ».

Considérant que c'est là le premier pas vers la « libération de la Palestine de l'autorité arbitraire qui inclina le livre blanc », le commandant en chef de la Haganah a émis l'espoir que le comité d'enquête « ne laisserait pas influencer son jugement par les intérêts impérialistes d'aucune puissance et qu'il ne se soumettrait pas à la politique antisémite de la Grande-Bretagne ».

L'Etat du Iowa menacé par les inondations

DES MOINES (Iowa). — Près de 300.000 hectares de terres fertiles situés au sud de la ville de Keokuk dans l'Etat du Iowa, sont menacés d'être inondés par les eaux du Mississippi. Le porte-parole du département de l'Agriculture a évalué à un million de dollars le total des pertes que subiront les propriétaires de ces terres.

La grève des marins américains à New-York

NEW-YORK. — Le calme complet règne sur les immenses quais du fleuve Hudson dans le port de New-York où quelque 250 navires américains, cargos et paquebots, sont immobilisés par la grève des marins qui est entrée, mercredi dans sa deuxième journée.

Les débardeurs continuent leur travail pour charger et décharger les navires étrangers. Sur les quais de la Compagnie générale transatlantique, l'activité est normale et les dockers terminent le chargement des cargos « Canche » et « Wisconsin » qui doivent appareiller respectivement les 19 et 21 juin à destination de la France.

Contrairement à ce qui s'était produit en 1946, les marins français ne se sont pas mis en grève pour se solidariser avec leurs collègues américains. A moins que les débardeurs ne cessent le travail, le départ des navires français s'effectuera à la date prévue.

70 douaniers impliqués dans une affaire de contrebande en Italie

ROME. — Soixante-dix personnes, en grande partie des fonctionnaires des douanes, ainsi qu'un ancien préfet et le consul de San-Marino à Gênes, sont impliqués dans une vaste affaire de contrebande découverte par la police. Dix mille quintaux de marchandises, notamment du sucre, du café et du cacao importés en fraude ont été vendus à des profiteurs.

NOUVELLES BRÈVES

LONDRES. — Un « Mosquito » de la R.A.F. ayant à bord deux hommes est tombé dans la Manche au large de Worthing au cours d'un vol d'entraînement.

Des bijoux, des diamants et des œuvres d'art évalués à 20.000 livres ont été volés dans le château de comte de Normanby, pair d'Angleterre à Scarborough, Hous.

A Londres se tient actuellement la conférence internationale des droits de l'homme. Elle a étudié un rapport concernant la liberté de la presse présenté par le journaliste suédois Hans Feldberg.

NEW-YORK. — Le quadricycle « Amerika » de la F.W.A. a décollé de l'aérodrome La Guardia, inaugurant le service de tour du monde organisé par cette compagnie.

WASHINGTON. — La Chambre des représentants a continué la vote préliminaire au sujet du projet de loi portant réduction des impôts.

OSLO. — Une grande exposition de peinture française et de tapis des Gobelin s'est ouverte à Oslo en présence de M. Bledot, ambassadeur de France et de nombreuses personnalités du monde politique et des arts.

M. Hange, ministre de la Défense nationale a annoncé au cours de son discours sur la situation militaire de la Norvège et l'antidéfense de pays que les troupes norvégiennes quitteront prochainement le territoire continental aux accords internationaux.

COPENHAGUE. — La jeunesse communiste vient de lancer un appel à la jeunesse danoise pour une proposition générale contre le régime de Franco et une adresse de sympathie à la jeunesse espagnole.

GENÈVE. — Le Bureau international du travail de Genève a décidé d'envoyer des spécialistes en matière de législation syndicale en Grèce à la suite de la demande formulée par M. Tsakalof au nom du gouvernement grec.